



COLLOQUE
20 mai 2017

9^e édition

LES ENTRETIENS EUROPÉENS D'ENGHIEN

L'Europe dans la tourmente

Compte-rendu du colloque organisé par l'IRIS et la ville d'Enghien-les-Bains le samedi 20 mai 2017.

Co-organisé avec l'Office du Tourisme d'Enghien-les-Bains.
Avec le soutien du groupe Barrière.

En partenariat avec l'Université Paris 8, le Mouvement européen, RFI,
ID-FM, *Le Parisien-Aujourd'hui en France*, Odoxa

COMPTE-RENDU



PROGRAMME

9H00 – ACCUEIL DU PUBLIC

9H30 – ALLOCUTIONS DE BIENVENUE

Philippe SUEUR, maire d'Enghien-les-Bains, premier vice-président du Conseil départemental du Val d'Oise

Pascal BONIFACE, directeur de l'IRIS

9H45 – TRUMP PRÉSIDENT : L'EUROPE AU DÉFI

Donald Trump s'est déclaré hostile au TTIP, considère l'OTAN comme « obsolète », pronostique qu'après le Royaume-Uni, d'autres États vont quitter l'Union européenne... La présidence Donald Trump laisse entrevoir des relations diplomatiques et commerciales tumultueuses entre les États-Unis et les pays de l'UE. Dans ce contexte, quel est l'avenir des liens transatlantiques ? L'élection de Donald Trump représente-t-elle un risque pour l'Union ou, au contraire, une opportunité d'émancipation ?

Jannick ALIM, rédactrice en chef adjointe, *Le Parisien-Aujourd'hui en France*

Nicholas DUNGAN, directeur de recherche à l'IRIS, Senior Fellow au sein du Programme des relations transatlantiques de l'Atlantic Council à Washington DC

Marie-Cécile NAVES, chercheuse associée à l'IRIS

Alain RICHARD, ancien ministre, président du Conseil d'administration de l'IRIS, sénateur du Val d'Oise, maire de Saint-Ouen-l'Aumône (Val d'Oise)

Francis WURTZ, président de l'Institut d'Études européennes de l'Université Paris 8, député européen honoraire

11H15 – LA RUSSIE DE POUTINE : PARTENAIRE OU ADVERSAIRE ?

Les rapports entre l'Union européenne et la Russie ont rarement été aussi conflictuels que depuis l'annexion de la Crimée en 2014. L'éventuel rapprochement entre Washington et Moscou, annoncé par Donald Trump, pourrait changer la donne. Comment se dessinent les futures relations entre l'UE et la Russie ? Les sanctions économiques sont-elles efficaces ? Faut-il privilégier les relations eurasiatiques plutôt qu'atlantiques ? La Russie constitue-t-elle un allié stratégique pour l'UE ou une menace ?

Pascal BONIFACE, directeur de l'IRIS

Jean de GLINIASTY, ancien ambassadeur, directeur de recherche à l'IRIS

Gaël SLIMAN, président et co-fondateur d'Odoxa

Nicolas TENZER, président du Centre d'étude et de réflexion pour l'action politique, professeur à Sciences Po

14H00 – BREXIT, MERKEL IV, PRÉSIDENTIELLE FRANÇAISE : REFONDER, RÉFORMER, RELANCER L’EUROPE ?

Après 2017, plus rien ne sera comme avant. Déclenchement du Brexit et élections dans deux des pays fondateurs de l’Union européenne. Si Merkel a de grandes chances de se maintenir au pouvoir, elle devra établir des relations avec le nouveau président français. Le couple franco-allemand doit-il se réinventer ? Dans quelle direction doit-on réformer l’Europe ? Comment rendre l’UE de nouveau attractive aux yeux des peuples ?

Yves BERTONCINI, directeur de l’Institut Jacques Delors, président du Mouvement européen France

Jean-Dominique GIULIANI, président de la Fondation Robert Schuman

Thomas GUÉNOLÉ, politologue, enseignant, éditorialiste et essayiste

Christian LEQUESNE, professeur au Centre d’études et de recherches internationales de Sciences-Po

Stéphanie VON EUW, vice-présidente du Conseil régional d’Île-de-France en charge des Affaires européennes

09H00 – ALLOCUTIONS DE BIENVENUE

Sophie MERCHAT, première adjointe au maire



Au nom de Philippe Sueur et de la ville d’Enghien-les-Bains, elle accueille chaleureusement les invités de cette 9^e édition des Entretiens européens, co-organisée avec l’IRIS et l’Office de tourisme et de congrès. Elle salue le fait que ces Entretiens soient devenus un évènement ancré dans le paysage intellectuel enghiennois et remercie Pascal Boniface. Elle souligne l’alchimie des Entretiens qui mélangent spécialistes renommés, participation citoyenne active, politiques locaux et nationaux, société civile et débats contradictoires dans le respect de la diversité opinions.

Plus de 400 personnes se sont inscrites à cette 9^e édition des Entretiens européens d’Enghien. Alors, qui dit que l’Europe n’intéresse pas ou plus les citoyens ? Que trop parler d’Europe et de politique les tue ? Elle ne le croit pas et pense plutôt que tout dépend de quelle manière et par qui ces questions sont abordées.

Cette 9^e édition est profondément ancrée dans l’actualité avec un nouveau président des États-Unis qui défie l’Europe et laisse entrevoir des relations diplomatiques et commerciales tendues ; le rapprochement entre Washington et Moscou qui nous fait demander si la Russie de Poutine est encore notre partenaire ou deviendrait un adversaire ; et quid du nouveau couple franco-allemand avec l’élection d’Emmanuel Macron ?

Mme Merchat termine en remerciant les partenaires de cette édition : le groupe Barrière, le Mouvement européen, l’Université Paris 8, RFI, IDFM, Le Parisien-Aujourd’hui en France, l’Institut d’études Odoxa.

Pascal BONIFACE, directeur de l’IRIS.

Pascal Boniface salue le fait que ces entretiens soient inscrits dans la tradition grâce à des partenariats fructueux. Certains lui ont fait remarquer que l’UE n’est plus dans la tourmente (thème de cette 9^e édition) grâce à l’élection d’Emmanuel Macron. Peut-être mais ce n’est pas aussi facile de passer de l’obscurité à la lumière en quelques jours, il y a encore beaucoup à faire. Pour réussir son mandat, le nouveau président français doit notamment écouter ceux qui sont mécontents de la façon dont l’UE se construit. Le défi le plus important sera de réconcilier les Français avec l’Europe car on ressent une « fatigue européenne », un certain désamour entre les citoyens et l’UE illustré par de nombreux votes de contestations. Il y a donc un « nouveau récit européen à reconstruire » (Pascal Lamy), afin de redonner à l’Europe sa mission de civiliser la globalisation.

L’élection de Donald Trump a été vécue comme un choc par beaucoup de Français. En politique étrangère, il a changé d’avis sur tout depuis sa campagne, à l’exception de deux thèmes : l’Iran en promettant de défaire l’accord sur le nucléaire ; et l’Accord de Paris, qu’il compte toujours remettre en cause, ce qui sera un chantier de négociation important pour Emmanuel Macron. La seule chose prévisible avec Trump, c’est donc son imprévisibilité.

Les Russes sont mécontents car ils espéraient que l'élection de Trump vienne renforcer l'axe Moscou-Washington. Or, la relation avec la Russie pose un problème majeur sur le plan intérieur pour Donald Trump et on est loin du *reset*. *Le Parisien-Aujourd'hui en France*, partenaire des Entretiens européens, a publié un article se basant sur le sondage Odoxa qui révèle que les Français ont une image négative de la Russie et de Vladimir Poutine. Néanmoins, les sondés sont réalistes et reconnaissent qu'il faut malgré tout traiter avec la Russie, qui est à la fois un rival (Syrie, Ukraine) et un partenaire (nucléaire iranien, Mali). Ainsi, même si Macron n'était pas le candidat favori de Moscou – Poutine ayant fait une erreur stratégique en invitant Marine Le Pen -, il devra tout de même traiter avec le Kremlin.



Quant à l'avenir de l'UE, on peut espérer que le couple franco-allemand redémarre, alors qu'il est actuellement en panne, Emmanuel Macron étant à la fois compatible avec Angela Merkel et Martin Schultz. Si le Brexit a été vu comme catastrophe, il l'est surtout pour le Royaume-Uni, pas pour l'UE ; les Britanniques n'ont jamais été des partenaires moteurs dans la construction de l'UE, ils en étaient plutôt un frein. Au final, les Britanniques démontrent actuellement que l'UE est un problème surtout lorsque l'on en sort.

09H30 – TRUMP PRÉSIDENT : L'EUROPE AU DÉFI



Francis WURTZ, président de l'Institut d'Études européennes de l'Université Paris 8, député européen honoraire.

M. Wurtz salue l'actualité de cette table ronde puisque Donald Trump va effectuer son premier voyage en Europe pour participer à un sommet de l'OTAN. Alors qu'il y a peu, l'organisation était considérée comme obsolète par le président américain, elle est devenue à ses yeux un rempart pour la paix.

L'UE est concernée par le choix de Donald Trump « *d'America first* », alors que celui-ci avait même appelé à sa désintégration. L'irresponsabilité du président états-unien en matière de politique internationale constitue ainsi une préoccupation pour les Européens et pour le monde.

M. Wurtz s'inquiète aussi de la vague de dérégulation financière et bancaire en cours aux États-Unis qui rappelle la veille de la crise financière de 2007. L'Europe doit-elle attendre l'arme au pied des jours meilleurs ? Doit-elle tenter de gagner les bonnes grâces du président américain pour négocier un bon « deal » ou doit-elle au contraire prendre l'offensive et s'émanciper des États-Unis, quitte à remettre en cause le dogme de l'alliance atlantique ?

M. Wurtz énonce aussi un défi collatéral qui concerne l'UE : les conditions politiques qui ont conduit à l'élection de Donald Trump doivent nous interpellier ; ce qui s'est passé aux États-Unis se déroule déjà en Europe. Il ne faut pas se satisfaire de l'élection d'Emmanuel Macron en pensant que l'état de santé de notre démocratie ne pose plus de problème.

Nicholas DUNGAN, directeur de recherche à l'IRIS, Senior Fellow au sein du Programme des relations transatlantiques de l'Atlantic Council à Washington DC.

Nicholas Dungan souhaite se focaliser sur deux questions : pourquoi Trump est-il président ? Comment l'Europe doit-elle défendre ses valeurs ?

Selon M. Dungan, il y a à la fois une bonne et une mauvaise nouvelle, qui sont en réalité deux faces d'une même pièce. D'après lui, Trump n'est pas le problème mais plutôt la manifestation du problème. Afin de déterminer la réaction que doit adopter l'Europe face au phénomène Trump, il faut se poser la question : comment est-il arrivé au pouvoir ? M. Dungan énonce trois repères pour y répondre.

Tout d'abord, le repère de l'Amérique jacksonienne. Alors que les six premiers présidents des États-Unis étaient de culture européenne (Washington, Adams, Jefferson, Madison, Monroe et J. Q. Adams), le 7^e, Andrew Jackson, était un général du Tennessee. Ayant conquis la Floride et gagné la bataille de la Nouvelle-Orléans, il était favorable à la prise du Texas par la force armée et fut responsable du déplacement des Peaux-rouges de leurs terres ancestrales vers l'Oklahoma. L'Amérique jacksonienne consiste donc à spoiler la nature, à résoudre les conflits par la violence et à développer une culture où l'on doit gagner. Donald Trump, élevé dans le Queens - qui est culturellement plus proche de l'Indiana, du Tennessee et du Michigan, que du libéralisme de Manhattan -, est un produit de l'Amérique jacksonienne dans laquelle les Européens ne se reconnaissent pas.

Le deuxième repère est celui de l'échec du consensus de Washington. Le 20 janvier 1981, Ronald Reagan est élu président des États-Unis et les otages en Iran sont libérés. Commence alors une ère de triomphalisme, assortie d'un libéralisme économique relativement « sauvage ». Non seulement ce libéralisme n'a pas fonctionné mais le reaganisme aux États-Unis et le thatchérisme en Grande-Bretagne ont fait perdre la culture de l'intérêt général. Aujourd'hui, l'intérêt général aux États-Unis est défini comme l'amalgame des intérêts particuliers, ce qui ne fonctionne pas.

Enfin, le troisième repère – en réalité double – renvoie aux deux 9/11. Le premier est le 9 novembre 1989 avec la chute du mur de Berlin, qui a de nouveau donné lieu à un triomphalisme et à la conviction qu'on avait gagné la guerre froide. Alors que Francis Fukuyama écrivait *The End of History and The Last Men*, s'ouvrait un boulevard de capitalisme, de libéralisme et de démocratie. S'ajoute également le 9 septembre 2001. La confiance mal placée des États-Unis a donné lieu à un sentiment de vulnérabilité, voire de paranoïa, qui existe fortement et qui explique le *Muslim Ban* (le 9/11 y est mentionnée cinq fois). Aujourd'hui, le rêve américain est brisé. Après avoir été bercé par Barack Obama pendant huit années, on a réalisé que le pouvoir d'achat de l'Américain moyen stagnait depuis 30-40 ans ; le jacksonisme a alors prévalu.

Que doit faire l'Europe face à Trump ? Trois choses. D'abord, le courtiser : sa capacité d'attention étant courte, il est inutile de le provoquer. Deuxièmement, le contourner : il existe d'autres centres de pouvoir aux États-Unis (Sénat, Chambre des représentants, gouverneurs, chefs d'entreprises...), Macron peut donc cultiver ces autres centres d'influence. Enfin, le canaliser : il ne s'agit pas de frustrer les desseins des États-Unis mais plutôt de les canaliser en privilégiant leur côté européen plutôt que leur côté jacksonien, afin de favoriser les valeurs européennes.

Alain RICHARD, ancien ministre, président du Conseil d'administration de l'IRIS, sénateur du Val d'Oise, maire de Saint-Ouen-l'Aumône (Val d'Oise).

Après le choc consécutif à l'élection de Donald Trump, la démarche des gouvernements européens est, aujourd'hui, de se dire qu'elle n'est pas si grave car, certes, le président américain est imprévisible mais il se contredit aussi facilement et il a du mal à faire aboutir ses initiatives du fait du système de contre-pouvoirs. M. Richard souhaite aborder deux aspects de la politique d'*America first* prônée par Trump : le protectionnisme et l'unilatéralisme.

Selon M. Richard, le système d'échange mondial comporte des déséquilibres et n'aboutit pas systématiquement à un optimum collectif. Cependant, par rapport à des systèmes plus cloisonnés dans lesquels les nationalismes pèsent davantage sur la régulation des échanges, la globalisation reste le meilleur système. Par exemple, l'accentuation du protectionnisme économique en réaction à la crise de 1929 a été un facteur d'aggravation de la pauvreté et d'accroissement des tensions internationales, qui ont conduit à la deuxième guerre mondiale.

Si les initiatives de Trump tentent de tordre les usages actuels des échanges mondiaux, rappelons que ces derniers concernent en réalité bien plus que le simple échange de biens et comportent aussi beaucoup d'échanges de services. La France est d'ailleurs déficitaire en termes de balance commerciale mais affiche un meilleur équilibre en intégrant les « invisibles ». Si la première puissance économique cherche à établir des barrières supplémentaires dans ses échanges, il est vraisemblable que ce sera aussi défavorable aux intérêts économiques des États-Unis. Depuis 1957, la politique de régulation des échanges internationaux est commune à l'UE donc celle-ci est outillée pour réagir efficacement à des pulsions protectionnistes des États-Unis et elle a aussi la capacité collective d'y faire face. De plus, s'il y a une convergence entre la Chine et l'UE pour maintenir un système d'échange ouvert et s'opposant au protectionnisme unilatéral, les États-Unis seront perdants. Néanmoins, aujourd'hui, les aspirations protectionnistes restent fortes, notamment en France.

M. Richard souhaite ensuite aborder la question de la politique internationale de sécurité. L'expérience des 40 dernières années montre qu'il y a une préférence en Europe pour le maintien d'un lien atlantique de sécurité, avec la prééminence des États-Unis. Aujourd'hui, il n'y a pas de majorité en Europe souhaitant distendre ce lien pour faire reposer la sécurité et la capacité d'intervention de l'UE sur ses propres forces. Nicolas Sarkozy avait notamment déclaré que l'on ne gagnerait rien à avoir une position différente au sein de l'alliance et que l'UE serait plus forte si elle s'alignait sur celle-ci. Alain Richard n'était pas d'accord avec cette vision, bien qu'il pense aujourd'hui que cela a eu pour effet de rendre les Européens plus réceptifs sur la question d'autonomie européenne car elle n'est plus vue comme une volonté de saborder le lien de sécurité avec Washington. La posture désordonnée de Trump en matière de défense peut-elle changer ce tableau et conduire les dirigeants européens à se dire que le lien de sécurité États-Unis/UE est périmé, voire dangereux pour eux ? Et que l'UE essaye de créer sa propre OTAN ?

M. Richard rappelle que dans tous les États, il existe un « État profond », c'est-à-dire des institutions dont la mission est de conserver la permanence et de préserver ce qui est fondamental

dans les lignes politiques de conduite de l'État. Cet État profond existe aux États-Unis via la très forte bureaucratie, raison pour laquelle M. Richard pense qu'il y aura de forts freins à la politique unilatéraliste de Trump. Il prédit que la politique de sécurité américaine restera fortement attachée à l'OTAN car c'est un investissement politique très rentable pour Washington ; il faudrait donc être irrationnel pour y renoncer. Néanmoins, M. Richard considère que l'UE devrait être plus active et mieux armée dans cette alliance pour la rééquilibrer face au poids américain. Mais cela se fera graduellement ; nous ne sommes donc pas à la veille d'un « big-bang de sécurité ».

Enfin, Alain Richard évoque la déception concernant la posture de Berlin sur la défense européenne car l'Allemagne a été réticente à engager des forces et moyens réels. Il existe certes une forte coopération industrielle de défense mais Berlin est réticente à toute prise de position internationale impliquant une prise de risque. Cependant, il y a eu une évolution dans la sphère dirigeante allemande, exprimée par le président Joachim Gauck (pourtant pacifiste) qui disait qu'il y avait une discordance entre le niveau de responsabilité internationale assumé par l'Allemagne et son poids économique dans l'UE. Mais la chancelière Angela Merkel n'a, elle, pas beaucoup évolué sur ce sujet et reste très prudente, avec une conception minimaliste du rôle international de l'Allemagne ; tandis que la société allemande reste également très pacifiste.

Jannick ALIMI, *rédactrice en chef adjointe* Le Parisien-Aujourd'hui en France

Jannick Alimi souhaite apporter une vision du terrain sur le sujet puisqu'elle a suivi la campagne électorale et la période post-élection directement aux États-Unis. Elle préfère aujourd'hui employer le terme de relation franco-américaine plutôt qu'américano-française car elle estime que le tempo est, depuis la campagne présidentielle française, davantage donné par Paris.

Elle observe tout d'abord une forte incompréhension de la part de Donald Trump de ce qu'est la France. Cette incompréhension s'est ensuite transformée en opposition idéologique, alimentée par Trump, ainsi que par François Hollande et Emmanuel Macron.

La semaine prochaine aura lieu la première rencontre entre Trump et Macron, avec notamment un long déjeuner en marge du sommet de l'OTAN. Cette rencontre pourrait être historique car elle se passe avec un président français qui a bâti les dernières semaines de sa campagne sur la lutte contre le populisme en France et dans le monde. Or, l'incarnation de ce populisme mondial est bien le président états-unien.

Un climat d'incompréhension des États-Unis envers la France prévalait donc. Un expert de la politique américaine a résumé la différence entre Barack Obama et Trump de la façon suivante : Obama était amoureux du monde et cosmopolite, tandis que Trump est plus classique - du style de G. W. Bush -, il connaît mal le monde et est avant tout un homme d'affaire. Le président américain avait par ailleurs reconnu qu'il ne connaissait aucune personnalité politique française mais seulement des chefs d'entreprises.

Après cette phase d'incompréhension, on est entré dans une phase d'opposition idéologique sur les thèmes du protectionnisme et de la lutte contre l'immigration. Macron a notamment pris des positions anti-protectionnistes et en faveur du multiculturalisme. Pendant sa campagne présidentielle, Trump avait fustigé la France en affirmant que le pays était infecté par le terrorisme et déclarant notamment après le meurtre du prêtre en Normandie que certains de ses amis ne voulaient plus revenir en France à cause des piètres efforts du pays pour combattre le terrorisme. Trump rejetait aussi le multiculturalisme français, ce à quoi François Hollande avait rétorqué qu'il n'est jamais bon de marquer la moindre défiance à l'égard d'un pays ami, mettant en garde son

homologue états-unien contre la politique de repli sur soi et l'appelant au respect du principe d'accueil des réfugiés.

Une partie de l'opinion publique américaine s'est toutefois dressée contre l'élection de Donald Trump. Et alors qu'une majorité des États-Uniens étaient indifférent - voire critique - envers la France et l'Europe, une évolution positive a eu lieu depuis l'élection de Trump. Ainsi, un éditorialiste du *New-Yorker* a déclaré que si le peuple français a conservé de façon agaçante son droit à revendiquer sa supériorité intellectuelle sur les Américains, au moins les Français depuis l'élection de Macron ont eu une bonne raison d'être condescendants.

Marie-Cécile NAVES, chercheuse associée à l'IRIS.

Marie-Cécile Naves souhaite traiter des relations Trump/UE, ainsi qu'évoquer le défi du multilatéralisme.

Le multilatéralisme est un défi pour Trump, qu'il a beaucoup décrié durant sa campagne. Son slogan *Make America great again* est en réalité un slogan recyclé de Ronald Reagan et sa communication incantatoire est performative, ayant donc des effets sur le réel et ne devant pas être sous-estimée.

Le multilatéralisme est un défi pour le président américain, non seulement car cela implique un consensus et un leadership partagé mais aussi parce qu'il renvoie à l'identité. Donald Trump est le symbole de l'Amérique blanche et patriarcale. Or, le multilatéralisme implique d'avoir une vision identitaire plus multiple.

Mme Naves ne croit pas que Trump ait des convictions profondes en politique étrangère. Elle pense que le « court-termisme » est peut-être une nouvelle forme de doctrine développée par le président. En effet, les partenaires des États-Unis sont contraints de suivre au jour le jour ce que Trump dit et, avec lui, c'est « le dernier qui a parlé qui a raison », le président changeant de décision en fonction de qui lui parle. Pendant longtemps, les identitaires et nationalistes (S. Bannon, J. Sessions...) étaient ses conseillers favoris. Puis il a davantage écouté les généraux, qui ont alors dicté sa politique étrangère, notamment le bombardement d'une usine syrienne.

Mme Naves estime que la crédibilité de Trump à l'international est très entachée à cause des relations troubles qu'il entretient avec la Russie, notamment avec la déclassification d'informations secrètes. Cela entache sa crédibilité auprès des alliés, qui peuvent craindre de lui confier des informations confidentielles. Trump arrive donc isolé en Europe. Certes, il va falloir le brosser dans le sens du poil mais il reste esseulé. Cependant, plusieurs choses ont été actées par Trump, notamment le retrait du TPP. Les États-Unis vont aussi démarrer des négociations pour une remise en question de l'ALENA, afin d'envisager des accords bilatéraux. Il faut donc se méfier des revirements du président et le suivre au jour le jour.

Concernant l'Accord de Paris, l'administration américaine a dit qu'elle ne déclarerait rien sur le sujet avant le G7. L'Accord de Paris n'est pas contraignant et en réalité, Mme Naves estime que les États-Unis en sont déjà sortis au vu des décisions prises concernant le climat. Il y a effectivement une dynamique forte aux États-Unis sur la dérégulation des entreprises en matière climatique et Trump s'entoure de climato-sceptiques, en plus de l'être lui-même.

Comment l'UE peut-elle faire face cette situation et affirmer sa voix ? Certes, il y a Trump mais il y a aussi toute une administration, au sein de laquelle existe une continuité au fil des présidents. Il y a également beaucoup à faire en termes de relations entreprises-entreprises et le *soft power* s'exerce aussi en dehors des décisions politiques strictes (économie, sport, militantisme...). L'UE

a donc l’opportunité de contourner Trump, afin d’inventer de nouvelles ressources pour faire entendre sa voix au niveau international.

LA RUSSIE DE POUTINE : PARTENAIRE OU ADVERSAIRES ?



Pascal BONIFACE, *directeur de l’IRIS*.

M. Boniface rappelle que lorsque Nicolas Sarkozy était en campagne, il avait dit qu’il ne serrerait jamais la main de Vladimir Poutine. Au final, le président français avait vendu des Mistral à son homologue russe... François Hollande avait également émis des réticences à l’égard de Poutine mais il a tout de même créé le format Normandie en invitant Poutine au 70^e anniversaire du débarquement, ce qui a débouché sur les accords de Minsk. Bien que malmenés, ces accords ont empêché la dégénération du conflit russo-ukrainien. Quelle sera donc la nouvelle relation franco-russe avec Emmanuel Macron ?

En 2012, on observait un début de contestation en Russie envers Poutine, qui se sont amoindries à partir du moment où l’Occident a décidé des sanctions envers Moscou. Si l’opposition commence à renaître, elle aurait davantage de poids s’il y avait moins de tensions internationales. Dès qu’il y a des sanctions internationales, un chef d’État en profite pour asseoir sa légitimité, les gens étant patriotes. Le problème de l’opposition en Russie est également sa division : ancien communistes, ultra-nationalistes, libéraux...

Aujourd’hui, les sanctions purement occidentales ne suffisent plus à faire plier un pays : il faut des sanctions globales car nous sommes une partie du tout, pas le tout. Pour exemple, au moment même où les Occidentaux décrétaient des sanctions contre Poutine, celui-ci était accueilli au sommet des BRICS.

Selon M. Boniface, il faut relativiser la vision que l’on a de la Russie. Il s’agit certes d’un régime autoritaire mais il n’est pas le pire. Par exemple, contrairement au général égyptien al-Sissi, Poutine n’a pas fait un coup d’État qui a fait 1 500 morts. L’annexion de la Crimée était bien sûr illégale, mais lorsqu’Israël annexe Jérusalem, il n’y a pas de sanction. La guerre d’Irak était elle aussi illégale, or ses conséquences étaient bien plus graves que celles de Crimée. Il y a donc un deux poids-deux mesures.

M. Boniface fait référence à John Mearsheimer, qui expliquait que le rival idéologique des États-Unis était la Chine et donc qu’il n’y a aucun intérêt à pousser la Russie vers Pékin. Lors de la Conférence d’Helsinki en 1975, tous les faucons étaient scandalisés d’accepter les frontières prises par la force en 1945 et l’annexion des pays baltes. En contrepartie, la libre circulation des hommes

et des idées étaient requises ce qui affaiblit l'URSS. Au sortir du monde bipolaire, le grand tournant manqué fut lorsque Mikhaïl Gorbatchev accepta les sanctions contre l'Irak qui avait annexé le Koweït, alors que l'Irak était l'allié de l'URSS. Or, par la suite, Gorbatchev demanda une aide économique au G7 en 1991, qui lui fut refusée. Après la fin de la guerre froide, on pensait entrer dans une ère unipolaire mais on est en fait entré dans une ère de « bordel » polaire.

Selon Pascal Boniface, la Russie n'est pas un allié mais plutôt un partenaire. Il rappelle que des conférences de sécurité avec la présence de Moscou ont déjà bien fonctionné dans le passé.

Gaël SLIMAN, président et co-fondateur d'Odoxa.

Partenaire des Entretiens européens d'Enghien, l'institut Odoxa que Gaël Sliman dirige, a interrogé les Français en mai 2017 sur l'image de la Russie et de Vladimir Poutine. Les résultats sont sans appel.

Il est rare que les Français aient une mauvaise opinion de pays développés mais, en l'occurrence, 63% ont une mauvaise image de la Russie. Pourtant, il y a une tendance russophile historique en France qui remonte à la fin du XIX^{ème}-début XX^{ème} siècle. Cela prouve que l'image des pays dans l'opinion française n'est pas immuable. Par exemple, l'image des États-Unis chez les pays européens a connu beaucoup d'évolutions, notamment négatives lors de la guerre d'Irak (perte de 20 à 30 points d'image positive en France).

Aujourd'hui, la Russie pâtie d'une image négative pratiquement unanime en France. 57% des partisans de droite hors Front national (FN) ont une mauvaise, voire très mauvaise image de la Russie ; pourcentage qui monte à 75% pour les sympathisants de gauche. En revanche, 65% des partisans du FN ont une bonne image de la Russie.

Poutine pâtit d'une image encore plus déplorable puisque 73% des Français en ont une mauvaise opinion à quasiment l'unanimité selon les critères d'appartenance sociale, à l'exception des 53% des partisans du FN qui en ont une bonne image. Comment expliquer cette mauvaise de Poutine auprès des Français ? La première raison est que ces derniers pensent que le président russe joue un rôle négatif sur la scène internationale (Ukraine, Syrie...). En 2014, les Français pensaient déjà la même chose donc on observe une constance. Il y a donc une unanimité à mal considérer Poutine, sauf de la part des partisans du FN.

La deuxième raison à cette mauvaise image de Poutine s'explique par le fait que les Français estiment qu'il chercherait à influencer l'élection présidentielle française. Ce sentiment de rôle négatif du président russe et d'influence sur l'élection française est très largement partagé par les sympathisants de gauche et d'*En marche !*, alors que les sympathisants de droite et du FN en sont moins convaincus.

Qu'attendent les Français de Macron envers la Russie ? Ils ne veulent pas qu'il soit allié ou partenaire (seulement 29% des Français le souhaitent) de Moscou. Néanmoins dans le même temps, les Français ne veulent pas non plus que la Russie soit un adversaire à combattre frontalement. La Russie serait donc un « mal nécessaire » avec lequel la France doit composer (opinion de 61% des Français). Encore une fois, seuls les sympathisants du FN voient les choses différemment puisqu'ils voudraient que la France soit une alliée, voire une partenaire de la Russie.

Si la relation franco-russe apparaît mal engagée, elle n'est pas pour autant condamnée car nous ne sommes pas en hostilité frontale. De plus, François Fillon a fait évoluer l'opinion de droite envers la Russie en étant plutôt disposé à l'égard de Poutine. Par ailleurs, l'image de Poutine s'est améliorée dans le temps : il ne jouissait que de seulement 14% de bonne opinion en janvier 2014,

alors qu'aujourd'hui cette part s'élève à 26%. Il n'y a donc pas de fatalité à ce que l'on reste défiant envers la Russie.

Jean DE GLINIASTY, ancien ambassadeur de France en Russie, directeur de recherche à l'IRIS.

Jean de Gliniasty rappelle qu'il ne faut pas oublier que l'on parle de la Russie de Vladimir Poutine. La personnalisation du pouvoir fait passer au deuxième plan les autres facteurs qui font la continuité d'une politique étrangère (la géographie, l'histoire, les institutions...). En Russie, Mikhaïl Gorbatchev et Boris Eltsine avaient une popularité très faible alors que l'Europe les voyait comme de bons dirigeants ; aujourd'hui, au contraire, Poutine est très populaire en Russie. Il existe donc un décalage entre la popularité domestique et celle à l'internationale.

D'après Jean de Gliniasty, nous avons vécu 25 ans de relation avec la Russie fondée sur trois malentendus.

Le premier est d'ordre psychologique : les Russes considéraient qu'ils s'étaient glorieusement débarrassés eux-mêmes du communisme, alors que les Occidentaux considéraient qu'ils avaient gagné la guerre froide. Ce malentendu n'existe plus, les Russes savent que les Occidentaux ont remporté la guerre froide et sont donc aujourd'hui dans une position de revanche.

Le deuxième malentendu est que les Russes pensaient qu'une fois débarrassés du communisme, ils pourraient naturellement rentrer dans le club occidental. Or, ils ont constaté que leur admission était sujette à caution. Aujourd'hui, les Russes n'ont plus pour ambition d'intégrer le club européen.

Enfin, le troisième malentendu réside dans le fait que les Russes ne voyaient pas la chute du communisme comme la fin de leur empire, alors que les Occidentaux le voyaient ainsi. Maintenant, la Russie fait valoir ses intérêts impériaux.

Selon M. de Gliniasty, ces trois ambiguïtés sont levées pour le pire. Un partenariat stratégique global à long terme n'est actuellement pas envisageable et ce blocage est tout d'abord lié à la situation ukrainienne. On a donné les clefs de la solution du problème à ceux qui ne veulent pas utiliser la serrure, celle des accords de Minsk. Or, l'Ukraine considère ces accords comme extorqués. Le Donbass ne veut, lui, absolument pas être intégré à l'Ukraine et préférerait être rattaché à la Moscou. Ainsi, sauf déblocage en force, ces accords sont dans l'impasse.

Concernant la question syrienne, les intérêts russes sont consolidés et Moscou ne veut pas faire de concessions. On pourrait éventuellement débloquer la situation avec une Europe forte et des États-Unis décidés. Mais l'UE est divisée entre le Nord (Pologne, Suède, Finlande... proches de l'Ukraine) et le Sud (qui veut se débarrasser des sanctions). La synthèse est fait par l'Allemagne et la France sur le maintien de la situation acquise. Les sanctions sont ainsi renouvelées systématiquement et contribuent à créer ce fossé entre Moscou et l'Europe.

Concernant les États-Unis et leur idée de grand *deal*, on réalise qu'il n'a en réalité aucune condition. On ne voit pas non plus comment la Russie voudrait sacrifier ses relations avec l'Iran, essentielles à la diplomatie russe. Or, l'Iran représente un point de friction avec les États-Unis ; de même au sujet de la Turquie que ni l'OTAN, ni les États-Unis ne veulent abandonner. On ne voit donc pas comment peut se concrétiser le grand *deal* entre Moscou et Washington.

Jean de Gliniasty aborde ensuite la question du pivot asiatique de Moscou qui se consolide peu à peu avec le projet de route de la soie, de chemin de fer à grand vitesse, d'infrastructures énergétiques, etc. Les sanctions ont induit en Russie une modification progressive de la structure économique du pays. Avant la crise de 2012, la part de marché de l'Allemagne dans les

exportations russes était de 14% et celle des Chinois de 15%. Aujourd'hui, la part allemande a diminué à 9-10%, tandis que celle de la Chine a atteint 18%. En 2012, la Russie était le deuxième importateur mondial de viande de porc mais en 2017, elle a commencé à exporter, ce qui illustre bien l'adaptation des marchés russes. Enfin, dans le domaine de l'électronique, on observe la montée d'une coopération entre Israël et la Russie.

Est-on pour autant adversaires ? Non, car la Russie reste un pays assez faible en termes de budget (PIB du montant de celui de l'Espagne ; 54 milliards de dollars pour le budget de la défense) et de démographie (146 millions d'habitants). Jean de Gliniasty ne pense pas que l'on soit dans une nouvelle guerre froide car il y a un manque d'idéologie. Celle de Poutine n'est pas messianique comme l'était le communisme. Le révisionnisme russe est aujourd'hui modéré : il ne s'agit pas de remettre en cause l'état des frontières européennes issues de la chute de l'URSS. La Russie demande surtout un droit de regard sur les ex membres de l'URSS (Géorgie, Ukraine, Moldavie...).

Il n'y a donc pas d'affrontement global et la Russie n'est pas un adversaire. Et il reste des possibilités de coopération partielle : solidarité contre Daech, coopération spatiale, relations énergétiques, intérêts économiques, etc. Il existe donc des partenariats partiels qui s'insèrent dans un système de grande méfiance globale. Pour débloquer ce système, il faut débloquer la situation ukrainienne, notamment *via* une conférence sur la sécurité en Europe, comme le demande Moscou.

Nicolas TENZER, président du Centre d'étude et de réflexion pour l'action politique, professeur à Sciences Po.

Nicolas Tenzer rappelle qu'il existe beaucoup de Russes pour qui la Russie (le pays) et Vladimir Poutine (le régime) sont deux choses antinomiques. Dire aux Russes qu'ils sont Poutine, c'est donc les offenser et leur fermer toute espérance.

Nicolas Tenzer ne croit pas qu'il existe de constance historique, ni d'âme des peuples, ni d'esprit des nations, ni encore de déterminisme historique qui rendraient les nations immuables. Ce serait une erreur que de faire du culturalisme ou du naturalisme historique en disant « certains peuples ont le leader qu'ils méritent ». On disait par exemple que les Chinois ne seraient jamais mûrs pour la liberté. C'est un discours très dangereux. En discutant avec de jeunes russes, on aperçoit bel et bien un changement de tempérament. Dans notre politique envers la Russie –mais pas seulement– il ne faut pas penser qu'une histoire reste à tout jamais comme l'arrière-fond d'une politique étrangère.

La stratégie de Poutine est une stratégie à la fois diplomatique et militaire, ainsi qu'idéologique. Bien sûr, on n'est plus dans la guerre froide mais Poutine exprime tout de même une idéologie - certes douce - invasive, dont l'intention est de faire triompher le système de valeurs anti-libérales, opposées au libéralisme européen.

La Russie d'aujourd'hui essaye de subvertir la vérité avec un discours de mensonge, vieille technique du KGB. S'y ajoutent des récits historiques, dont Nicolas Tenzer en distingue deux. Le premier est le discours de l'humiliation : les Russes essaient de faire croire qu'ils ont été humiliés par l'Occident libéral. M. Tenzer estime que ce discours est faux car il ne repose sur aucune réalité historique et aucun fait démontrable, mais également parce que le Kremlin essaye d'en donner la représentation sans y croire eux-mêmes. En résumé, les Russes disent « nous croyons à cette humiliation donc faites attention à nous, même si ce n'est pas la réalité ».

Le deuxième discours est celui du réalisme, consistant à dire « attention, la Russie est un grand pays détenant des armes de destruction massive donc il faut s'en accommoder ». Ce discours omet

de regarder les dangers réels, à savoir le fait que la Russie essaie de saper le droit international, notamment humanitaire (violation de la Convention de Genève, veto au Conseil de sécurité, crimes de guerre en Syrie...). En réalité, Moscou essaie de détruire l'ordre d'après-guerre, beaucoup plus que l'URSS elle-même. Ce pseudo-réalisme repose donc sur une erreur d'analyse de la menace réelle, qui s'exerce notamment en Ukraine et en Syrie.

Face à cette situation, que faire ? Il ne faut certes pas arrêter de parler avec Poutine ; d'ailleurs, la France n'a jamais arrêté de le faire. La vraie question est : quelles sont les limites de la discussion ? Plus exactement, il faut distinguer la discussion de la négociation : discuter oui, mais négocier, sur quoi ? M. Tenzer pense que le vrai problème aujourd'hui, c'est qu'il n'y a pas de marge de négociation avec Moscou. La première raison c'est que toute négociation impliquant un donnant-donnant avec des concessions qui aboutiraient à reconnaître que la Russie puisse violer le droit international, alors qu'*a fortiori*, elle est membre du Conseil de sécurité permanent de l'ONU. Deuxièmement, penser que la Russie puisse être un allié contre le terrorisme impliquerait que Moscou change totalement d'attitude, notamment en Syrie où elle n'a jamais véritablement attaqué Daech (90% des frappes russes y visent les rebelles). Donc en théorie, oui, la Russie devrait être alliée contre le terrorisme mais ne pensons pas que ce soit une chose totalement acquise.

Nicolas Tenzer n'est pas en désaccord avec l'idée d'une conférence sur la sécurité européenne. Sur le long terme, il pense qu'il y a des intérêts convergents entre la Russie et l'UE, notamment du côté russe. En effet, sans l'UE, la Russie serait menacée à l'Est car Pékin et Moscou ne sont pas des alliés équilibrés. La Russie a également besoin de l'UE au Moyen-Orient. Enfin, économiquement, la coopération entre l'UE et Moscou est profitable aux deux. Cependant, aujourd'hui les conditions politiques ne sont pas réunies pour une politique coopérative car Poutine ne semble pas prêt à changer d'attitude.

ALLOCUTION DE PHILIPPE SUEUR

Philippe SUEUR, maire d'Enghien-les-Bains, premier vice-président du Conseil départemental du Val d'Oise



Il exprime tout son attachement aux Entretiens européens d'Enghien et à la pérennité du lien entre l'IRIS et la ville. Au sein de cette mondialisation évidente, les enjeux sont nombreux. M. le Maire souhaite proposer deux thèmes éventuels pour de futurs entretiens : la géopolitique des technologies nouvelles et du partage des connaissances entre villes créatives ; la sécurité numérique. À ce sujet, il tient notamment à mentionner la création d'un cluster de sécurité en Val d'Oise.

BREXIT, MERKEL IV, PRÉSIDENTIELLE FRANÇAISE, REFONDER, RÉFORMER, RELANCER L'EUROPE ?



Stéphanie VON EUW, *vice-présidente du Conseil régional d'Île-de-France en charge des Affaires européennes.*

Pourquoi à l'échelle de la région Île-de-France (IDF), une vice-présidence dédiée aux questions européennes est-elle nécessaire ? La dernière campagne présidentielle française a montré que les questions européennes sont au cœur des projets français, européen et mondial. L'IDF, en tant que l'une des premières régions économiques de l'Europe, est fondamentale pour relancer le moteur européen.

Le Brexit n'était clairement pas une bonne nouvelle pour les europhiles. Cependant, on peut voir une opportunité dans les difficultés, ce qui est le parti pris par la région. Le Brexit a eu le mérite de mettre clairement les choses sur la table en montrant que ce qui paraît solide ne l'est pas tant que cela. Pour la première fois dans l'histoire de la construction européenne, un point de déconstruction était amorcé.

L'IDF fait le pari de dire que cette difficulté est l'occasion de se poser les bonnes questions et de renvoyer la Commission européenne à ses responsabilités. Selon Mme Von Euw, face à ces difficultés, les solutions passent par le niveau régional qui est le bon intermédiaire entre les sujets locaux et européens. Régionaliser certaines politiques (notamment celle de la cohésion) est une bonne chose. C'est à travers la capacité qu'ont les régions de mettre en œuvre les projets au nom de la Commission européenne pour répondre à leurs besoins locaux que l'Europe peut enfin devenir concrète aux yeux des citoyens.

Enfin, Mme Von Euw rappelle que l'Europe financière, pragmatique et économique c'est bien mais pas suffisant. La région Île-de-France va aussi lancer une initiative pour promouvoir la culture dans le projet européen. Il est important de rappeler qu'il est d'abord et avant tout un projet culturel.

Jean-Dominique GIULIANI, *président de la Fondation Robert Schuman.*

Jean-Dominique Giuliani pose la question : qui n'est pas dans la tourmente ? Toutes les démocraties le sont : États-Unis, Brésil, Corée du Sud, Japon... Toutes sont affectées par la mondialisation qui modifie tout (chaîne de travail, finance, économie...). Nous sommes ainsi tous soumis aux mêmes pressions. Ce n'est toutefois pas une crise mais des mutations durables qui se sont accélérées.

Dans ce contexte, l'UE qui n'est pas un État est affectée avec ses spécificités propres. Pour M. Giuliani, il n'y a pas lieu de dire que l'Europe est particulièrement dans la tourmente. Les seules personnes véritablement dans la tourmente aujourd'hui, ce sont Donald Trump et Michel Temer.

En 2016, le taux de croissance était de 2% dans l'UE et de 1,9% dans zone euro, contre 1,6% aux États-Unis. On ne peut donc pas parler de croissance molle. Certes, la croissance n'était que de 1,2% en France, ce qui explique cette vision pessimiste. Cependant, l'élection d'Emmanuel Macron montre que l'optimisme peut être vite de retour. Pour M. Giuliani, il ne faut pas refonder l'Europe car ce que l'UE a de plus solide, ce sont justement ses fondations, c'est-à-dire la volonté des peuples d'unir leurs forces. Il s'agit plutôt de la relancer, de la re-vivifier et de la ré-habiter car aujourd'hui, l'Europe est malade de ses États membres.

Sur un certain nombre de sujets, nous observons une intégration très poussée. Mais pour aller plus loin, il faut que les peuples ré-adhèrent au projet européen et qu'on en débattenne. L'impulsion ne doit pas venir de Bruxelles mais des capitales européennes. M. Giuliani estime que le nouveau gouvernement français a pris une orientation intéressante en ce sens car il se remet à parler de l'Europe.

M. Giuliani pense qu'il faut prôner l'intégration par l'exemple, plutôt que de prôner l'intégration en parlant de noyau dur/d'Europe à plusieurs vitesses car ce terme sous-entend que certains États sont mis de côté (telle une écorce molle). Il faut promouvoir une Europe davantage démocratique, nourrie de débats.

M. Giuliani énonce trois priorités pour l'Europe : la sécurité et la défense ; les migrations ; une gouvernance économique davantage conforme à l'euro. Il n'oublie pas de parler de l'UE sociale, en expliquant qu'il faut coller au plus près des sujets qui concernent nos concitoyens, sans pour autant oublier les grands dossiers stratégiques (liés à l'espace, aux mers, aux technologies...). M. Giuliani se satisfait de voir Emmanuel Macron assumer l'appartenance de la France à l'UE. Il appelle à assumer le projet européen que l'on a conçu, tout en répondant aux besoins des citoyens.

Yves BERTONCINI, directeur de l'Institut Jacques Delors, président du Mouvement européen France.

M. Bertoncini rappelle que l'UE est fondée sur ses États et ses citoyens. Si les États membres peuvent aller mieux, alors l'UE ira mieux. La victoire d'Emmanuel Macron est une victoire sur le franco-scepticisme et quand la France ira mieux, l'Europe ira mieux également.

Comment refonder l'Europe ? Après le vote en faveur du Brexit, 27 pays veulent rester au sein de l'UE mais ils sont confrontés à une « crise de co-proPRIÉTAIRES ». Selon M. Bertoncini, une façon de refonder l'UE est de revenir à ses origines. L'UE a été créée dans un contexte particulier de guerre froide et d'opposition, incarnée par le président Truman et Joseph Staline. Aujourd'hui, on a Donald Trump et Vladimir Poutine. Le contexte géopolitique pousse dès lors à l'unité. Au départ, nous voulions une UE politique, puis l'Europe est partie vers des considérations économiques. En matière de sécurité collective, il existe des menaces tout autour de nous. Face à celles-ci, et dans un monde instable, l'union fait la force. Il faut tenir les promesses de Maastricht des deux piliers (politique étrangère et de sécurité commune ; coopération judiciaire et policière). Il ne s'agit pas d'effectuer une refondation complète mais de retourner à un agenda policier, judiciaire, diplomatique et militaire car les circonstances nous y incitent ; d'autant plus que l'allié américain est maintenant instable. Il n'est pas sûr que les 27 pays veuillent s'engager dans cette direction de sécurité collective mais au moins l'Allemagne et la France seront susceptibles de prendre des initiatives dans ce domaine.

Un équilibre est à tenir entre l'économique, le social et l'environnemental, que Jacques Delors avait essayé d'établir. Cet équilibre n'a pas toujours été tenu et fut même rompu en Grèce et en Irlande. Cette « Europe FMI » qui a dû aider la Grèce, l'Irlande, le Portugal et Chypre ne doit être qu'une parenthèse. La normalité doit être que les pays se financent sur les marchés financiers et non pas par l'UE. Il est nécessaire de mieux équilibrer les enjeux de libéralisation économique avec les enjeux d'Europe sociale.

L'« Europe FMI » a fait du tort à l'image de l'UE qui doit faire preuve d'amélioration en termes de transparence, notamment concernant les traités commerciaux. Il faut mettre des visages sur ceux qui gouvernent l'UE et peut-être faudrait-il réformer les modes de scrutin pour 2019. Il faut encourager un débat citoyen, contradictoire et pluraliste au sujet de l'UE. Nul doute qu'il faut réformer l'UE pour la relancer, si toutefois les travaux sont d'abord conduits en France.

Thomas GUÉNOLÉ, *politologue, enseignant, éditorialiste et essayiste.*

Thomas Guénolé questionne : quelle est la direction à emprunter pour le projet européen ? Selon lui, le Brexit et Donald Trump relèvent des mêmes mouvements fondamentaux. On assiste à une montée en flèche du précaire en Europe. Le libre-échange a certes des effets positifs mais aussi négatifs, dont la concurrence mondiale croissante des forces de travail, ce qui entraîne une pression en termes de dumping social. Dans ce contexte, se déploie un programme économique de la « mondialisation malheureuse », qui consiste en moins de droits sociaux, moins de protection sociale, moins de services publics, plus d'inégalités et surtout la montée du précaire permanent. Le grand débat aujourd'hui se résume ainsi de la sorte : préférez-vous beaucoup de chômeurs (comme en France) ou beaucoup de travailleurs pauvres (comme en Allemagne) ?

M. Guénolé pense qu'il n'existe pas un seul vote anti-système mais deux : le vote xénophobe (UKIP, FN, Trump...) et celui de gauche (Corbyn, Podemos, France Insoumise...). C'est une erreur d'analyse de ne voir que le premier et de nier la montée des deux. L'émergence d'une figure comme Jeremy Corbyn au Royaume-Uni était impensable il y a encore dix ans. M. Guénolé a constaté que dans les récents régimes d'extrême-droite, l'anti-système de gauche émerge (Espagne, Portugal, Grèce). Et dans ceux d'extrême gauche, c'est l'anti-système xénophobe qui monte (Victor Orbán en Hongrie). Et si ni l'un ni l'autre n'a eu lieu, les deux anti-systèmes montent en même temps (France). Comment expliquer l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine sans parler des politiques économiques en Russie lors des années 1990 ? De même pour Hugo Chavez, Lula, Correa, Morales...

Le problème actuel pour l'UE est qu'en appliquant ce type de programme économique (comme en Grèce) qui est rejeté, les gens rejettent en même temps la construction européenne. L'erreur stratégique fondamentale du projet européen est donc d'intégrer une politique économique obligatoire dans les traités, ce qui entraîne un rejet de la construction européenne quand vous êtes opposés à ces politiques économiques.

Alors, que faire ? Pour Thomas Guénolé, le projet de l'UE doit changer de priorité, afin d'être davantage populaire dans l'électorat. Il propose par exemple une politique massive de transition écologique de l'économie européenne avec pour objectifs zéro déchet, un système d'énergie et de transports propres, la fin de la souffrance animale et de la malbouffe, la sortie du pétrole, la chute des rejets de CO2... Ce type de politique de relance keynésienne verte ne peut toutefois fonctionner qu'avec des taxes carbone élevées aux frontières européennes. Ce projet fédérateur pourrait réconcilier les citoyens avec l'UE, notamment parce qu'il est vecteur de plein-emploi. Si le projet de l'UE veut être porteur d'idéal et d'espoir, il doit répondre à l'urgence la plus absolue, à savoir le danger de disparition de l'espèce humaine à cause du changement climatique.

Christian LEQUESNE, professeur au Centre d'études et de recherches internationales de Sciences-Po.

Aujourd'hui, on ne voit pas d'alternative à la solution franco-allemande. Néanmoins, franco-allemand ne signifie pas que Paris et Berlin doivent agir seuls : les deux pays doivent créer un effet d'entraînement et créer de l'adhésion autour d'eux. C'est bien-là l'agenda commun des deux capitales dans les mois et années à venir.

Concernant la géométrie variable, si l'on veut relancer l'UE, on ne peut pas se permettre d'attendre que tout le monde soit d'accord sur tout. Il faut assumer une forme de différenciation. La zone euro a ainsi un rôle important, de même que la refondation de Schengen. Les mesures de transition visant à rétablir des contrôles nationaux aux frontières ne sont pas des mesures qui produisent des effets sur le long-terme. De tels effets requièrent une amélioration des contrôles de frontières externes qui peut se faire de deux manières : les *hotspots* créés dans les îles grecques permettent à la Grèce d'être aidée par l'UE ; l'accord européen avec la Turquie a aussi produit des effets sur les flux migratoires, bien que l'on puisse discuter des contreparties accordées à Recep Tayyip Erdoğan.

Contrairement à Thomas Guénolé, M. Lequesne ne croit pas que les politiques économiques doivent être laissées en dehors des traités car le niveau d'interdépendance est tel aujourd'hui que l'on doit aller vers davantage d'intégration des politiques économiques. Par exemple, les taxes d'entreprises diffèrent selon les pays.

Le grand défi d'Emmanuel Macron est de faire revenir ceux qui ne croient plus dans le système. On ressent une forme d'espoir en France et chez ceux qui sont en colère, il n'y a pas non plus un rejet viscéral de l'Europe. Même Marine Le Pen s'est rendue compte que son électorat n'était pas favorable à la sortie de l'euro. ■



© IRIS

TOUS DROITS RESERVES

Ce compte-rendu n'est pas une reprise in extenso des propos.
Seuls comptent les propos effectivement tenus par les différents intervenants.

Rédigé par Olivia Laou, assistante de recherche à l'IRIS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATEGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

www.iris-france.org